

Le Maire de Lavoine à

Monsieur le Procureur de la République
Tribunal de Grande Instance
Palais de Justice
Place Fontette
14052 CAEN Cedex 4

Le 19 Septembre 2011

Pièce-jointe : Attestation du Greffe du Tribunal de Commerce de Caën (14000).

Monsieur le Procureur de la République,

J'attire respectueusement votre attention sur une série de faits semblant devoir donner lieu à information et à investigations complémentaires en fonction d'indices répétés dans les derniers mois. Après avoir alerté la société du Chemin de la Ligue à plusieurs reprises, inquiet de l'action de cette société pour mes administrés, et dans l'absence surprenante de toute réponse, même d'accusé de réception, depuis près d'un an de démarches répétées, mon attention a été attirée par une série de faits troublants qu'il est de mon devoir de vous communiquer.

La société du Chemin de la ligue, détentrice d'une opération de ferme éolienne en Montagne Bourbonnaise, a été constituée en tant que maître d'ouvrage depuis cinq ans. Cette société a changé trois fois de propriétaire et de gérant depuis cette date. Elle a par ailleurs connu trois sièges sociaux différents, dont deux du ressort du tribunal de commerce de Lyon, et le présent situé à Caen. Depuis cinq exercices, aucun compte ni aucun bilan n'a été publié, en infraction notoire avec les dispositions des articles 44-1 et 293 du décret 67-236 du 23 mars 1967 et suivants. Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Caen a bien voulu m'adresser une attestation dans ce sens en date du 31 août dernier, ce qui vaut sans doute aussi pour les comptes situés à Lyon. Ce fait est d'autant plus étonnant pour les raisons suivantes :

- d'une part plusieurs dizaines de millions d'euros ont transité par ces sociétés dans leurs cessions successives de fonds et d'actionnaires, avec les aspects fiscaux qui y sont liés,
- d'autre part, ces sociétés font appel à l'épargne publique et à de larges procédés de défiscalisation, donc de financement indirect par l'État,
- et enfin, ce maître d'ouvrage est détenteur d'un contrat de droit public exorbitant du droit commun, qui appelle le respect des procédures en cours à cet égard. Selon les

documents du Syndicat professionnel de l'Energie renouvelable, « les contrats d'achat d'électricité de l'article 10 modifié de la loi du 10 février 2000 sont qualifiés de contrats administratifs par la loi. Ces contrats relèvent donc du droit public et des obligations qui y sont liées. »

Mon attention a été particulièrement attirée en des termes explicites sur un certain nombre de manœuvres suspectes fréquemment constatées, par le Sénat en séance publique du 21 novembre 2009, et par un rapport de l'Assemblée Nationale du 31 mars 2010. Je n'ai fait que suivre ces recommandations et semble effectivement constater qu'elles sont fondées. Le fait que les machines soient achetées à l'étranger permet aussi d'envisager le prélèvement intermédiaire d'honoraires et de commissions dont l'absence de comptes ne permet pas de vérifier l'ampleur, du contrôle par l'administration des Douanes, ainsi que d'éventuels abus de droits dans les cessions successives, la fiscalité ou les opérations comptables des sociétés qui les ont hébergées.

En l'absence de ces éléments, tous les doutes sont permis, sur des montants considérables d'une opération estimée entre 25 et 30 millions d'euros, sans qu'un seul contrôle ait pu être diligenté, et sans qu'un seul membre de cette société ne soit présent dans notre région.

Au moins deux opérations similaires ayant déjà connu de graves irrégularités dans la proche région, je ne souhaite pas que ma négligence puisse être évoquée à ce titre, en tant que Maire local.

Je vous demande donc de bien vouloir lui adresser une injonction afin que cette société dépose ses comptes. Je voudrais une vérification de la sécurité financière de cette dernière, et bien m'assurer de l'approvisionnement pour un démantèlement de ces installations.

Veuillez croire, Monsieur le Procureur de la République, à l'assurance de ma très haute considération

Jean-Dominique BARRAUD
Maire de Lavoine
Vice Président de la Communauté de Communes
de la Montagne Bourbonnaise